



Le ministre de l'Économie, lui, a toutefois prévenu que les objectifs de production d'électricité du solaire et de l'éolien terrestre seraient revus à la baisse du fait d'une demande en berne. Photo Shutterstock

Pas de moratoire sur les renouvelables, promet Lecornu

ÉNERGIE

La filière est sortie rassurée de ses entretiens avec le Premier ministre, vendredi.

La menace d'un moratoire ou de coupes drastiques semble écartée, en attendant, toutefois, le détail précis de la future Programmation pluriannuelle de l'énergie.

Marie Bellan

Un grand ouf de soulagement. Reçus par le Premier ministre vendredi, les acteurs de la filière des renouvelables sont sortis « satisfaits » et « soulagés » de leur entrevue avec Sébastien Lecornu au sujet de la Programmation pluriannuelle de l'énergie (PPE).

« Nous avons eu un long échange constructif avec le Premier ministre, qui nous a reçus deux heures durant. On en ressort rassuré. Il n'y aura pas de moratoire ni de scénario moins-

disant pour la filière », témoigne Daniel Bour, le président d'Enerplan, le syndicat des énergies solaires, qui étaient les plus menacées. Autrement dit, les scénarios de RTE les moins ambitieux pour les renouvelables sont écartés, « ce qui était l'équivalent d'un moratoire pour nous », poursuit Daniel Bour.

« Relance des appels d'offres »

Le Premier ministre n'a pas dévoilé à ses interlocuteurs le détail des volumes d'électricité à produire ni le calendrier de parution de la PPE. « Il nous a toutefois assurés de la relance des appels d'offres pour l'ensemble de la filière », précise Jules Nyssen, président du syndicat des énergies renouvelables. Un point essentiel pour le secteur, qui souffre d'un manque de visibilité délétaire car la publication de la PPE est attendue depuis près de deux ans désormais.

Dans son interview dans la presse régionale, samedi, le Premier ministre a indiqué cependant que « sur l'éolien terrestre, mais dont on sait qu'il est parfois source de conflit localement, la priorité sera donc donnée à la remotorisation des parcs existants avec des turbines plus puissantes pour éviter le mitage des paysages ».

Il faudra toutefois attendre encore un peu pour connaître le contenu précis de la PPE et savoir exactement quelles sont les ambitions du gouvernement pour les renouvelables, notamment le solaire et l'éolien terrestre, dont le ministre de l'Économie a déjà dit que leurs objectifs seraient revus à la baisse du fait d'une moindre

« Sur l'éolien terrestre, dont on sait qu'il est parfois source de conflit, la priorité sera donnée à la remotorisation des parcs existants avec des turbines plus puissantes pour éviter le mitage des paysages. »

SÉBASTIEN LECORNU
Premier ministre

demande en électricité dans l'Hexagone par rapport aux prévisions initiales. Une demande qui pourrait rebondir à l'avenir.

C'est en tout cas la prévision de l'Agence internationale de l'énergie, qui estime que la consommation, au niveau mondial, va croître de 3,6 % par an en moyenne d'ici à 2030. Les investissements dans les data centers tendraient à prouver, en outre, que la France est prête à suivre la même trajectoire que les États-Unis en la matière.

Le message politique est passé : les renouvelables ne seront pas sacrifiés sur l'autel du nucléaire, comme l'exigeaient les élus les plus à droite de l'échiquier politique. Le Premier ministre a, par ailleurs, confirmé que six réacteurs nucléaires EPR « seront inscrits dans la PPE et huit supplémentaires en option », conformément aux promesses du président Emmanuel Macron en 2022 à Belfort.

Sébastien Lecornu, contrairement à son prédécesseur François Bayrou, ne s'estime pas tenu d'obtenir un vote de soutien au Parlement sur cette PPE. La proposition de loi Grémillet, censée donner voix au chapitre aux parlementaires, a tout l'air d'être enterrée, faute d'avoir pu être promulguée. ■

Le monde est entré dans l'âge d'or de l'électricité, selon l'Agence internationale de l'énergie

L'AIE voit la demande mondiale d'électricité accélérer dans les prochaines années, y compris en Europe où elle a eu tendance à faiblir.

Hortense Goulard

L'électricité à le vent en poupe. L'Agence internationale de l'énergie (AIE) prévoit une augmentation moyenne de la demande mondiale de 3,6 % par an d'ici à 2030, dans un rapport publié vendredi. Cela représenterait une accélération de 50 % comparé à la décennie précédente. Cette hausse proviendra à 80 % des pays émergents, dont la Chine, l'Inde et l'Asie du Sud-Est. « La Chine devrait rester le principal pays contributeur à la hausse de la demande mondiale d'électricité d'ici à 2030 », relèvent les auteurs du rapport. Le pays devrait représenter, à lui seul, près de 50 % de cette augmentation.

En cinq ans, l'empire du Milieu pourrait ajouter l'équivalent de la totalité de la production d'électricité dans l'Union européenne à

l'heure actuelle. Mais la croissance de la demande chinoise en électricité devrait ralentir, de 6,5 % au cours de la dernière décennie à 4,9 % d'ici à 2030. L'année dernière, la consommation d'électricité a augmenté de 5 % dans le pays.

Data centers

La consommation d'électricité devrait aussi être dopée dans les pays riches, notamment à cause de l'essor de l'IA et des data centers. « Aux États-Unis, la demande en électricité a grimpé de 2,1 % en 2025 », relèvent les auteurs du rapport. « Elle devrait croître de 2 % par an jusqu'en 2030, et la moitié environ de cette augmentation proviendra de l'expansion rapide des data centers. »

Dans l'Union européenne, la croissance de la demande en électricité a été anémique en 2025 (moins de 1%). Mais cette demande devrait repartir de l'avant, selon l'AIE, qui estime que la consommation progressera de 2 % par an d'ici à 2030. « Mais la consommation ne devrait pas revenir à son niveau de 2021 avant 2028 », ajoutent les experts.

Cette marche rapide de l'électricité devrait constituer une bonne nouvelle pour le climat. « Après avoir augmenté, en moyenne de 1,4 % par an entre 2022 et 2024, les émissions de CO₂ liées à la production d'électricité se sont stabilisées en 2025 », relève l'AIE. L'année dernière, les renouvelables ont produit autant d'électricité que le charbon dans le monde, grâce au boom du solaire et malgré la relative faiblesse de l'hydroélectricité et des vents moins forts que la normale en Europe.

Progrès des renouvelables

L'AIE estime que la production d'électricité à partir d'énergies renouvelables devrait continuer à croître rapidement, à un rythme de 8 % en moyenne par an d'ici à 2030. Soit 1.000 térawattheures supplémentaires par an d'ici à 2030, dont la majeure partie (600 TWh) devrait provenir de l'énergie solaire.

L'énergie nucléaire n'est pas en reste. La production d'électricité par l'atome a atteint des niveaux record en 2025, grâce à « des redémarrages au Japon, une production plus importante en France et de nou-

velles capacités installées en Chine, au Japon et dans d'autres pays », note l'AIE. D'ici à 2030, la Chine devrait être à l'origine de 40 % de la hausse de la production d'électricité à partir de nucléaire.

Au contraire, la production d'électricité à partir de charbon ralentit partout sauf aux États-Unis, où elle est tirée par la politique pro-énergies fossiles de Donald Trump. L'AIE prévoit enfin une hausse de la production à partir de gaz de 2,6 % par an, notamment au Moyen-Orient et en Amérique du Nord.

L'essor des renouvelables dans la production mondiale d'électricité nécessite d'importants investissements dans les réseaux, pour gérer leur variabilité. Les experts appellent à augmenter de moitié les investissements annuels dans les réseaux, qui atteignent aujourd'hui 400 milliards de dollars (338 milliards d'euros). Ce qui ne signifie pas uniquement construire de nouvelles lignes de transport d'électricité, mais aussi optimiser les lignes existantes par la technologie, ou encore changer les règles qui gouvernent les marchés de l'électricité. ■

Avec ses résultats record, Vinci flambe en Bourse

BTP

Calé sur de grandes tendances planétaires – décarbonation, électrification, numérisation, besoins d'infrastructures –, le géant du BTP, des concessions et de l'énergie accumule les résultats record.

Christophe Paliere

Il n'y a pas que la tech qui emballa les marchés... Au lendemain de la publication – jeudi, après Bourse – de ses comptes pour 2025, Vinci a fait office, vendredi, dès l'ouverture, de vedette du jour sur le marché d'actions Euronext Paris. Le géant du BTP, des concessions et des services et infrastructures dédiés à l'énergie s'est ainsi installé en tête des valeurs du CAC 40, terminant la séance avec un bond de près de 10 %, à 134,20 euros, soit son « plus haut historique » en clôture, selon l'expression consacrée. Vinci a même entraîné dans son sillage ses concurrents Eiffage et Bouygues : le premier a fini la journée sur une hausse de 5,71 % et un cours également sans équivalent (à 134,30 euros), tandis que le second gagnait 3,63 %. De fait, les trois majors du BTP ont trusté le podium du CAC 40.

S'agissant de Vinci, les investisseurs ont salué deux bonnes nouvelles : l'entreprise a enregistré des résultats record au titre de son dernier exercice avec, entre autres, un profit net de 4,9 milliards d'euros (en légère augmentation malgré l'alourdissement de son imposition en France), pour un chiffre d'affaires de 74,6 milliards (+4,2 %). Mais elle a surtout promis une nouvelle hausse de tous ses indicateurs financiers en 2026, sauf événement exceptionnel et à fiscalité inchangée.

Carnet de commandes monumental

Cet optimisme s'appuie, dans un environnement macroéconomique et politique troublé, sur un carnet de commandes monumental, alimenté notamment par les grandes tendances de transformation de l'économie et de la société un peu partout dans le monde : décarbonation-électrification, révolution numérique-IA, besoins d'infrastructures. Des tendances dont profitent aussi Bouygues et Eiffage.

Vinci, dont le montant du carnet atteint 69,8 milliards d'euros à la fin 2025 (+1 % sur un an), engrangé à 71 % à l'international, a ainsi enregistré pour 19 milliards de commandes au titre des infrastructures électriques. Ce cumul est à comparer aux 11 milliards de chiffre d'affaires

réalisés dans ce domaine l'an dernier, en particulier à travers la filiale espagnole Cobra IS, dédiée aux infrastructures pour les énergies renouvelables.

« Quand on pense infrastructures électriques, on pense production. Il faut également penser infrastructures de transport [de l'électricité, NDLR] qui sont tout aussi essentielles, qui mobilisent autant d'investissement sinon plus. C'est un levier puissant, peut-être le plus puissant, de développement de nos métiers », a observé, vendredi devant la presse, le directeur général de Vinci, Pierre Anjolras, lors de la présentation des comptes 2025.

Très rentables concessions

Autres exemples de tendances de marché porteuses : à 11 milliards, le montant du carnet de commandes de Vinci pour les travaux ferroviaires représente près du double du total de revenus réalisés en 2025. Par ailleurs, le groupe s'est assuré, par avance, d'un an d'activité peu ou prou dans les infrastructures hydriques, numériques, la santé, sans parler du secteur de la défense qui représente 3 milliards de revenus à venir.

En parallèle, ce mastodonte continue de renforcer son très rentable pôle concessions (deux tiers du profit opérationnel du groupe). Tout en rappelant que Vinci est aujourd'hui le premier gestionnaire privé d'aéroports au monde (plus de 70 aéroports dans 14 pays, avec plus de 334 millions de passagers l'an dernier), Pierre Anjolras a précisé, devant la presse, que le groupe est aussi désormais « le premier opérateur privé d'autoroutes » au monde, avec un total de 8.200 kilomètres.

Alors que Vinci s'achemine, le temps passant, vers le terme de ses concessions autoroutières françaises, son directeur général a également indiqué que le Brésil est désormais son « premier pays autoroutier après la France ». La taille de son réseau brésilien est même légèrement supérieure à celui de Cofirooute avec un total, à date, de 1.164 kilomètres. Une expansion dans un pays qui vaut aussi pour les aéroports. Enfin, à l'instar du patron de Saint-Gobain, Benoit Bazin, Pierre Anjolras souligne la pertinence d'une « organisation décentralisée et locale », couplée à une grande discipline sur les plans opérationnel et financier.

Lire « Crible »
Page 32

74,6

MILLIARDS D'EUROS
Le chiffre d'affaires du géant du BTP, des concessions et de l'énergie (+4,2 %).

Les Echos
Le Parisien
SERVICES

**TOUS NOS SERVICES
POUR FACILITER VOS DÉMARCHES
ET FORMALITÉS**

Contactez notre équipe au 01 87 39 70 08
ou prenez rendez-vous via le QRcode